

Cadre Harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest (CH) – Analyse régionale de la situation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigüe – Situation courante (Mars-Mai 2017) et projetée (juin-août 2017)

L'essentiel



La consommation alimentaire :

globalement satisfaisante sauf dans le bassin du Lac Tchad, dans certaines poches au Niger, au Mali et au Sénégal.



l'évolution des moyens d'existence : ils sont

durables et protégées, toutefois ils demeurent érodés dans les zones en conflit dans le bassin du Lac Tchad, au Nord Mali et les zones frontalières du Liptako Gourma (Burkina Faso-Mali-Niger).



la situation nutritionnelle : reste

préoccupante dans l'ensemble eu égard aux prévalences de la Malnutrition aigüe globale (MAG) au-dessus du seuil d'alerte dans plusieurs régions au Mali, au Niger, au Nigéria, au Tchad et au Burkina Faso et au-dessus du seuil d'urgence au Tchad et au Nord-Est Nigéria.



Mortalité

La situation de mortalité des enfants de moins de 5 ans dans les 3 Etats du Nord-Est Nigéria est préoccupante et appelle à une réponse immédiate

Les résultats

- Analyse courante (mars-mai) : environ 9,6 millions de personnes nécessitent une assistance humanitaire, dont 8,2 millions en phase 3 (Crise), 1,4 millions de personnes en Phase 4 (urgence) et 44 mille personnes en phase 5 (Famine).
- Analyse Projetée (juin-août) : environ 13,8 millions de personnes nécessitent une assistance humanitaire, dont 12,1 millions en phase 3 (Crise), 1,6 millions de personnes en Phase 4 (urgence) et 50 mille personnes en phase 5 (Famine).

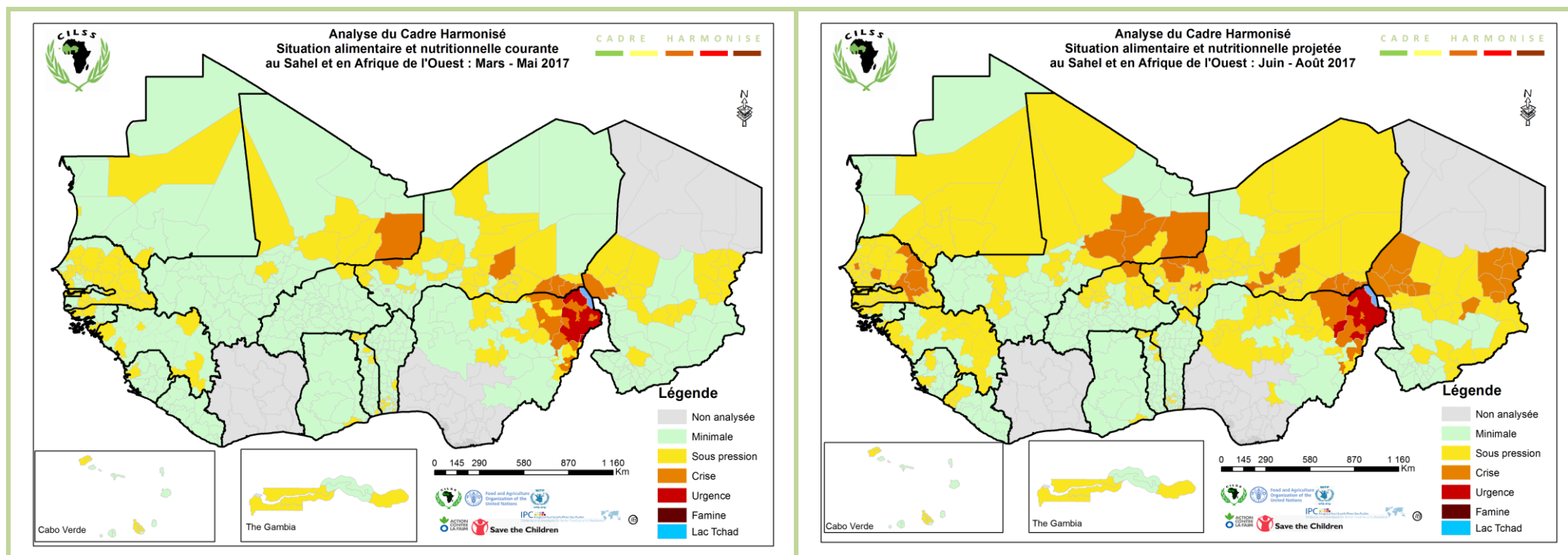
L'essentiel

La campagne agricole 2016-2017 a été globalement satisfaisante avec des productions supérieures à la moyenne quinquennale. Les productions céréalières sont en hausse de 10 % par rapport à la campagne 2015/2016 et de 17,5% par rapport à la moyenne quinquennale. Toutefois, de légères baisses sont enregistrées en Gambie (-12,4%), au Libéria (-7,5%) et en Mauritanie (-11,2%) comparées à la moyenne quinquennale. Les productions de tubercules établies sont en hausse de 2,4% par rapport à la campagne 2015-16 et de 10% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Les conditions d'alimentation et d'abreuvement du bétail sont moyennes à bonnes malgré des baisses de productions fourragères enregistrées dans une grande partie de la bande sahélienne en particulier au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad. Les mouvements de transhumance seront normaux sauf dans ces zones de déficits fourragers et celles affectées par les conflits, notamment dans le bassin du Lac Tchad et le nord du Mali et le Nord-Ouest du Niger.

Le fonctionnement des marchés est satisfaisant, excepté dans le bassin du lac Tchad à cause de l'insécurité civile. Les prix des cultures de rente sont en légère hausse par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Sur les marchés à bétail, les prix des bovins et des petits ruminants sont en baisse générale dans la zone influencée par la baisse de la demande issue du Nigeria. La dépréciation des monnaies, au Nigeria, au Liberia, en Sierra Leone et au Ghana et l'insécurité civile autour du Lac Tchad et au Nord Mali constituent les principaux facteurs qui affectent les prix et les flux entre les pays. Dans le bassin Est, cette situation a occasionné une inversion des flux de bétail, de la volaille et de l'oignon et autres cultures de rente entre le Nigeria et le Niger.

La situation nutritionnelle en cette période post-récolte reste préoccupante à critique dans le bassin du Lac Tchad, au Nord du Mali et dans les 3 Etats du Nord du Nigéria du fait de la détérioration des conditions de sécurité alimentaire et de la persistance de l'insécurité civile. Dans les zones de réfugiés et déplacés internes ainsi que des populations hôtes, la situation est beaucoup plus alarmante avec des prévalences au-dessus des seuils d'urgence. La situation nutritionnelle pourrait se dégrader en période de soudure dans la plupart des pays du Sahel.



Phase 1 Minimale	Phase 2 Sous pression	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Famine
<p><i>Au moins quatre ménages sur cinq sont capables de couvrir leurs besoins alimentaires et non alimentaires sans recourir à des stratégies d'adaptation inhabituelles, ni dépendre de l'aide humanitaire.</i></p>	<p><i>Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : une consommation alimentaire réduite et d'adéquation minimale mais incapacité de se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles sans s'engager dans des stratégies d'adaptation irréversibles.</i></p>	<p><i>Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires considérables et malnutrition aiguë à des taux élevés ou supérieurs à la normale ; OU marginalement capable de couvrir le minimum de ses besoins alimentaires en épuisant les avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui conduira à des déficits de consommation alimentaire.</i></p>	<p><i>Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires extrêmes, ce qui résulte en une malnutrition aiguë très élevée ou une mortalité excessive ; OU une perte extrême des avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui entraînera des déficits de consommation alimentaire à court terme.</i></p>	<p><i>Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone a un déficit complet en alimentation et/ou autres besoins de base et est clairement exposé à l'inanition, à la mort et au dénuement. (À noter, les preuves pour les trois critères de consommation alimentaire, l'émaciation, et le TBM sont requises pour classer en famine).</i></p>



Dangers et vulnérabilité : L'insécurité civile dans le Bassin du Lac Tchad et le nord du Mali continue d'impacter négativement la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la sous-région. Selon le rapport de OCHA du 07 Mars 2017, il y a 2,4 millions (y compris 1 770 000 au nord du Nigeria) de déplacés et réfugiés dans le Bassin du Lac Tchad (Nord-Est du Nigeria, Est du Niger (Diffa), régions du Lac, Sud et Est au Tchad) principalement à cause du conflit au Nord Nigeria. La crise au Nord Mali continue d'empêcher le retour des populations déplacées dans le pays et de celles réfugiées au Niger, au Burkina Faso et en Mauritanie. Au total, l'Afrique de l'Ouest compte près de 4,9 millions de personnes déplacées et réfugiées dus à différents conflits et instabilité sécuritaire dans la Région et aux frontières de la Région. Faut-il noter qu'en dehors de cette insécurité civile, le banditisme et les conflits intercommunautaires font partie des facteurs aggravant l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones concernées. Par ailleurs, des poches de sécheresse ont été signalées au Tchad et de fortes inondations ont eu lieu au Niger, au Sénégal et au Mali affectant quelques périmètres de cultures et dégradant des habitats.

Disponibilités alimentaires : Les disponibilités alimentaires sont bonnes dans l'ensemble de la région et sont soutenues par les bonnes récoltes de 2016/2017. Ces récoltes couplées aux importations assurent une offre satisfaisante des denrées alimentaires sur les marchés. Toutefois, dans les zones de conflits, particulièrement dans le bassin du Lac Tchad et les zones environnantes, ces disponibilités alimentaires pourraient être réduites en raison des productions inférieures à la moyenne et du mauvais fonctionnement des marchés. L'état des pâturages et des points d'eau permettra une alimentation satisfaisante du bétail excepté dans les zones pastorales du Niger, du Mali, du Burkina Faso et du Tchad ayant enregistré de faibles productions de biomasse.

Accessibilité : l'accès à l'alimentation est légèrement impacté par des prix globalement en hausse dans la région dans l'ordre du 10%. Cette tendance est liée en particulier à la dépréciation monétaire spécifiquement dans les pays suivants : Nigeria (+136%), Sierra Léone (+33%), Libéria (+36%) et Ghana (+29%). Cela concerne principalement les céréales de base (sorgho, mil, maïs, riz) et les tubercules. Ceci se traduit par des impacts négatifs sur l'accessibilité des ménages pauvres aux denrées de base dans ces pays, atténués uniquement par le prix des produits de rente, qui connaissent globalement une stabilité au regard de la bonne production et de la baisse de la demande globale.

Les prix du bétail connaissent une baisse générale à cause de la baisse de la demande au Nigeria et de la fermeture des frontières libyenne, tchadienne, nigérienne et nigériane autour de la zone du Lac Tchad. Cette situation empêche la commercialisation du bétail avec des conséquences sur la réduction du pouvoir d'achat des éleveurs. Quant au pouvoir d'achat des ménages pauvres et très pauvres qui est mesuré à travers le calcul des termes de l'échange bétail/céréales ; cajou/céréales ; produits de rente/céréales, il est globalement stable dans la région avec une tendance à la détérioration au Niger, au Nigeria, au Tchad et au Togo.

Utilisation : La situation nutritionnelle de la période post-récolte demeure préoccupante : l'accès à l'eau potable reste insuffisant dans la plupart des zones en milieu rural dans la région. Cette situation compromet l'absorption optimale des aliments pour améliorer l'état nutritionnel des enfants. Les mauvaises pratiques alimentaires et des soins de santé inappropriés exposent principalement les enfants de moins de 5 ans à un risque élevé de dégradation de leur état nutritionnel.

Stabilité : les activités saisonnières des ménages se dérouleront normalement dans la plupart des localités. La disponibilité des aliments et l'accès à la nourriture des populations resteront stables entre mars et mai 2017 compte tenu du niveau de la production agricole globalement satisfaisante dans la région, de la poursuite des activités de contre saison et du bon fonctionnement du marché. Toutefois, à partir de juin avec l'installation de la campagne agricole, le ravitaillement de certaines zones enclavées pourrait être perturbé compte tenu de la situation sécuritaire préoccupante dans le bassin du lac Tchad, au Nord du Mali et du Liptako Gourma (Burkina Faso, Mali et Niger) du fait de la persistance de l'insécurité civile. Ceci pourrait perturber la stabilité, les flux céréaliers et le fonctionnement des marchés.



Principaux résultats de l'analyse

Combien de zones sont identifiées en insécurité alimentaires et nutritionnelle et où sont-elles localisées?

Au total, 607 zones (unités administratives) ont été analysées dans l'ensemble des 16 pays de la région (tableau 1). Il faut noter que le cycle d'analyse n'a pas couvert la Côte d'Ivoire par manque de données fiables sur les résultats de la sécurité alimentaire. 9,3% des zones analysées sont classées en phase crise et d'urgence. La situation alimentaire courante est plus sévère au Nigéria particulièrement dans les Etats de Borno, Adamawa et Yobe qui totalisent 17 zones classifiées en situation d'urgence et 30 autres en phase de crise. Aussi, 10 zones ont également été identifiées au Mali (1 zone), au Niger (5 zones) et au Tchad (4 zones).

Tableau 1 : identification des zones par phase en situation courante

PAYS	Nombre de zones en situation : Mars avril Mai 2017							
	Total	Non analysées	Analysées	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5
Bénin	77	2	75	57	18	-	-	-
Burkina Faso	45	-	45	44	1	-	-	-
Cabo Verde	23	1	22	14	8	-	-	-
Côte d'Ivoire	12	12	-	-	-	-	-	-
Gambie	7	1	6	2	4	-	-	-
Ghana	10	-	10	9	1	-	-	-
Guinée	36	3	33	23	10	-	-	-
Guinée Bissau	8	-	8	5	3	-	-	-
Libéria	15	-	15	15	-	-	-	-
Mali	55	-	55	49	5	1	-	-
Mauritanie	13	-	13	10	3	-	-	-
Niger	68	5	63	23	35	5	-	-
Nigéria	104	-	104	33	24	30	17	-
Sénégal	43	1	42	16	26	-	-	-
Sierra Léone	14	1	13	12	1	-	-	-
Tchad	69	8	61	39	18	4	-	-
Togo	42	-	42	35	7	-	-	-
Total	641	34	607	386	164	40	17	-

Pendant la période projetée, la situation pourrait davantage se détériorer pour toucher 14,8% des zones analysées. Il a été identifié 20 zones dans le nord-est du Nigéria en phase d'urgence et 31 zones en phase de crise. De même, la phase de crise toucherait 17 zones au Tchad, 6 zones au Sénégal, 11 zones au Niger, 4 zones au Mali et 1 zone au Burkina Faso.

Tableau 2 : identification des zones par phase en situation projetée

PAYS	Nombre de zones en situation projetée : Juin - Juillet - Août 2017							
	Total	Non analysées	Analysées	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5
Bénin	77	2	75	62	13	-	-	-
Burkina Faso	45	-	45	31	13	1	-	-
Cabo Verde	23	1	22	14	8	-	-	-
Côte d'Ivoire	12	12	-	-	-	-	-	-
Gambie	7	1	6	2	4	-	-	-
Ghana	10	-	10	9	1	-	-	-
Guinée	36	3	33	11	22	-	-	-
Guinée Bissau	8	-	8	-	8	-	-	-
Libéria	15	-	15	12	3	-	-	-
Mali	55	-	55	41	10	4	-	-
Mauritanie	13	-	13	4	9	-	-	-
Niger	68	5	63	9	43	11	-	-
Nigéria	104	-	104	24	29	31	20	-
Sénégal	43	1	42	2	34	6	-	-
Sierra Léone	14	1	13	10	3	-	-	-
Tchad	69	8	61	28	16	17	-	-
Togo	42	-	42	28	7	-	-	-
Total	641	34	607	287	223	70	20	-

Combien de personnes sont en insécurité alimentaire et nutritionnelle ?

Pendant la période de pré-soudure (Mars-Mai 2017), les résultats d'analyse font ressortir environ 9,7 millions de personnes identifiées en phase crise à pire dans l'ensemble des 16 pays. Parmi ces populations, environ 7 millions sont localisées au Nigeria, dont 44 000 personnes sont en situation de famine et près de 1,4 million en urgence particulièrement dans les 3 Etats du Nord (Adamawa, Borno et Yobe). Il a également été identifié des populations en urgence au Mali (1 400 personnes), au Niger (19 000 personnes) et au Tchad 13 000 personnes). Dans chaque pays, il a été identifié des populations en phase de crise (tableau 3).

Tableau 3 : Estimation des populations en insécurité alimentaire dans les pays du Sahel et les pays du golfe de Guinée en situation courante (mars – mai 2017).

Pays	Population totale des zones analysées	Situation courante : mars – mai 2017					Population totale en Phase 3 à 5
		Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	
Bénin	10 172 728	8 973 930	1 176 534	22 264	-	-	22 264
Burkina Faso	19 530 672	18 494 460	920 662	115 549	-	-	115 549
Cap Vert	537 663	465 574	68 441	3 648	-	-	3 648
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	-	-	-
Gambie	1 687 132	1 272 977	336 327	77 828	-	-	77 828
Ghana	28 545 423	26 546 594	1 839 306	159 523	-	-	159 523
Guinée	9 365 524	7 839 501	1 415 012	109 989	-	-	109 989
Guinée Bissau	1 201 259	950 997	228 052	22 209	-	-	22 209
Libéria	4 197 432	3 979 647	203 885	13 900	-	-	13 900
Mali	18 876 001	16 038 638	2 581 813	254 135	1 416	-	255 551
Mauritanie	3 893 774	3 138 630	628 701	126 443	-	-	126 443
Niger	18 044 497	13 632 584	3 582 641	809 898	19 374	-	829 272
Nigéria	94 536 210	69 647 800	17 716 922	5 637 756	1 383 890	43 894	7 055 708
Sénégal	12 392 042	9 241 684	2 721 723	428 635	-	-	428 635
Sierra Leone	6 428 567	5 419 920	983 454	25 193	-	-	25 193
Tchad	13 005 810	10 738 689	1 886 801	367 218	13 102	-	380 320
Togo	5 345 050	4 691 781	632 074	21 195	-	-	21 195
Total	247 759 783	201 073 408	36 922 347	8 195 383	1 417 781	43 894	9 647 227

Au cours de la soudure 2017 (juin-août), près de 13,8 millions (tableau 4) de personnes seront touchées par les formes de crise et d'urgence d'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les 16 pays analysés. La situation resterait encore difficile au Nigéria avec environ 8,9 millions dont 50 000 personnes en situation de famine dans les 3 Etats (Adamawa, Borno et Yobe) et 1,4 million en urgence. L'urgence alimentaire et nutritionnelle toucherait également le Burkina Faso (5 500 personnes), le Mali avec près de 22 000 personnes, la Mauritanie 29 000 personnes et le Niger près de 44 000 personnes. Aussi, 12,1 millions de personnes sont identifiées en phase de crise, qu'on retrouve dans les 16 pays.

Tableau 4 : Estimation des populations en insécurité alimentaire dans les pays du Sahel et les pays du golfe de Guinée en situation projetée (juin - août 2017)

Pays	Population totale des zones analysées	Situation projetée : juin - août 2017					Population totale en Phase 3 à 5
		Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	
Bénin	10 172 728	8 993 946	1 160 231	18 551	0	0	18 551
Burkina Faso	19 530 672	17 484 647	1 788 787	251 685	5 552	0	257 238
Cap Vert	537 663	465 205	68 810	3 648	0	0	3 648
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	-	-	-
Gambie	1 687 132	1 185 125	390 362	111 645	0	0	111 645
Ghana	28 545 423	26 400 128	1 994 083	136 018	0	0	136 018
Guinée	9 365 524	7 062 988	2 016 951	285 585	0	0	285 585
Guinée Bissau	1 201 259	881 906	286 809	32 544	0	0	32 544
Libéria	4 197 432	3 641 375	387 989	15 434	0	0	15 434
Mali	18 876 001	15 042 057	3 233 166	579 021	21 757	0	600 778
Mauritanie	3 893 774	2 714 107	906 366	251 753	29 404	0	281 156
Niger	18 044 497	12 346 079	4 385 605	1 268 840	43 973	0	1 312 813
Nigéria	94 536 210	65 187 120	20 411 361	7 394 042	1 482 089	50 051	8 906 519
Sénégal	12 392 042	7 952 190	3 610 659	809 665	19 528	0	829 193
Sierra Leone	6 428 567	5 201 969	1 134 307	92 290	0	0	92 290
Tchad	13 005 810	9 507 126	2 601 276	861 293	36 115	0	897 408
Togo	5 345 050	4 717 013	606 229	21 807	0	0	21 807
Total	247 759 783	188 782 981	44 982 992	12 133 820	1 638 417	50 051	13 802 626



Méthodologie et difficultés dans l'analyse

Le processus d'analyse du Cadre Harmonisé se base sur un cadre conceptuel et analytique bâti sur quatre indicateurs dits de « résultats de la sécurité alimentaire » (consommation alimentaire, état nutritionnel, évolution des moyens d'existence et mortalité) qui caractérisent directement l'état de sécurité alimentaire du ménage ou de la zone considérée ; et sur lesquels sont inférés les facteurs contributifs (dangers et vulnérabilité, disponibilité alimentaire, accessibilité alimentaire, utilisation et stabilité). Ce cadre analytique permet aux analystes de s'accorder sur les interactions entre les différentes dimensions de la sécurité alimentaire.

Les présents résultats sont issus des analyses nationales qui se sont déroulées dans les pays du Golfe de Guinée du 20 au 24 février 2017, au Nigeria du 27 février au 10 mars 2017 et dans les pays du Sahel du 06 au 11 mars, à l'exception du Mali qui s'est déroulé du 13 au 18 mars. Les analyses nationales ont été menées par les cadres nationaux avec la facilitation du CILSS et de ses partenaires (PAM, FAO, FEWS NET, OXFAM, ACF, Save the Children, GSU/IPC). A noter que faute de données récentes, l'analyse du CH de la Côte d'Ivoire n'a pas eu lieu.

Les données utilisées dans les pays pour analyser les indicateurs de résultats sont essentiellement issues des enquêtes de sécurité alimentaire et de vulnérabilité (pour les scores de consommation alimentaire, les scores de diversité alimentaire, le rCSI), des enquêtes HEA (pour le déficit de survie et le déficit de protection des moyens d'existence), des enquêtes nutritionnelles et des rapports d'évaluation de la campagne agropastorale, et des rapports des différents services et agences impliqués dans le suivi de la situation alimentaire. Il faut souligner que le Burkina Faso, le Niger, le Nigéria, la Mauritanie, le Sénégal, le Mali ont mené des enquêtes récentes ou de sites sentinelles qui leur ont permis de disposer de l'essentiel des preuves des indicateurs de résultats (SCA, HDDS, rCSI, EME et MUAC). Ceci mérite d'être généralisé dans l'ensemble des pays de la région pour régler les problèmes de manque des données au cours des cycles d'analyse. A noter également, que le développement des profils HEA et des Outcomes Analysis dans les pays côtiers a permis une disponibilité des données dans certaines zones de plusieurs pays comme le Cap Vert, la Guinée Conakry, le Togo et la Gambie, ce qui améliore ainsi la qualité des analyses dans ces zones.

La plupart des données des facteurs contributifs proviennent des rapports des Groupes de Travail Pluridisciplinaires (GTP) ou d'autres organes nationaux similaires. Dans certains pays qui n'ont pas eu des données récentes d'indicateurs de résultats comme le Bénin, le Ghana, le Togo et le Tchad, les données du proxy calorique associées aux preuves récentes des facteurs contributifs ont été utilisées pour permettre la tenue des analyses nationales.

En dehors des difficultés de disposer des données récentes sur les indicateurs des résultats, des difficultés de traitement des données des enquêtes ont été relevées dans certains pays, de même que la non maîtrise des analyses des séries projetées sur la nutrition, d'où la nécessité de renforcer les capacités des acteurs nationaux et même régionaux sur ces thématiques.



Recommandations aux pays et à leurs partenaires

Au terme des analyses, le comité régional a formulé les recommandations suivantes :

Aux Etats membres du CILSS, de la CEDEAO et L'UEMOA

- Renforcer la qualité et le volume des interventions d'urgence dans le bassin du Lac Tchad (Nigéria-Niger-Tchad), au Niger, au Mali, au Burkina Faso, au Sénégal et au Tchad ;
- Mettre en œuvre et renforcer les actions de résilience en faveur des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle notamment les populations en phase « sous pression » et « minimale » ;
- Améliorer la disponibilité et l'accès du bétail aux aliments dans les zones en déficit fourrager ;
- Prévoir dans les budgets nationaux des ressources financières pour la réalisation des enquêtes agricoles et nutritionnelles et aussi l'organisation des ateliers nationaux sur le Cadre Harmonisé ;

- Formaliser les cellules nationales d'analyse du Cadre Harmonisé ;
- Poursuivre et renforcer des actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition dans les zones où les taux d'alerte sont signalés.

Aux partenaires financiers

- Apporter une assistance alimentaire d'urgence aux populations en situation de crise pour prévenir la malnutrition et les cas de décès notamment autour du bassin du lac Tchad et du Nord du Niger;
- Appuyer techniquement et financièrement la réalisation des enquêtes agricoles et nutritionnelles permanentes afin d'avoir des données pertinentes pour les analyses du Cadre Harmonisé ;
- Soutenir techniquement et financièrement les dispositifs de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Au CILSS

- Contribuer au renforcement des capacités techniques des membres de la Cellule Nationale d'Analyse du Cadre Harmonisé pour améliorer la prévention des crises alimentaires et nutritionnelles et fournir un appui au besoin réel de chaque SAP;
- Soutenir techniquement les dispositifs de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Renforcer l'analyse genre dans le cycle du cadre harmonisé au niveau national et régional.
- Evaluer les plans nationaux de réponse écoulés et s'assurer du suivi des réponses.



Contacts

Issoufou Alfari

Chef de Département Information et Recherche
Centre Régional AGRHYMET/CILSS
Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 90 20 38 73
E-mail : i.alfari@agrhyment.ne

Sy Martial Traoré

Expert Analyste en marché, chef DSAM
Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 97 15 78 82
E-mail : m.traore@agrhyment.ne

Baoua Issoufou

Expert Analyste en Cadre Harmonisé
Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 96 52 08 54
E-mail : i.baoua@agrhyment.ne

Partenaires Techniques



Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Partenaires Financiers

